

**N° 5113<sup>10</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

---

**PROJET DE LOI**

**modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution  
d'un Conseil économique et social et portant modification de la  
loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des  
fonctionnaires de l'Etat**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES INSTITUTIONS  
ET DE LA REVISION CONSTITUTIONNELLE**

(4.5.2004)

La Commission se compose de: M. Paul-Henri MEYERS, Président-Rapporteur; M. Jean ASSELBORN, Mme Simone BEISSEL, MM. Alex BODRY, Paul HELMINGER, Jacques-Yves HENCKES, Jean-Paul RIPPINGER, Patrick SANTER, Marcel SAUBER, Mme Renée WAGENER et M. Lucien WEILER, Membres.

\*

**I. PROCEDURE**

Le projet de loi 5113 a été déposé à la Chambre des Députés le 1er avril 2003 par le Premier Ministre, Ministre d'Etat. Le projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles ainsi que de la fiche financière. Au projet était joint un projet de règlement grand-ducal fixant la répartition des mandats des groupes patronal et salarial au sein du Conseil économique et social.

Aux dates respectivement des 27 mai, 13 juin, 26 juin, 3 juillet, 27 août et 24 novembre 2003, les avis de la Chambre des métiers, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre de commerce, de la Chambre de travail, de la Chambre d'agriculture et de la Chambre des employés privés ont été communiqués à la Chambre des députés.

L'avis du Conseil d'Etat est parvenu à la Chambre des députés le 16 mars 2004.

Dans sa réunion du 25 mars 2004 la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a désigné comme rapporteur M. Paul-Henri Meyers. Dans la même réunion la commission a analysé le projet. Les amendements retenus ont été transmis au Conseil d'Etat le 26 mars 2004.

Dans son avis complémentaire du 27 avril 2004, le Conseil d'Etat a marqué son accord avec les amendements proposés par la Commission.

Dans sa réunion du 4 mai 2004 la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a approuvé le présent rapport.

Lors de l'examen du projet de loi sous rubrique la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a évoqué également la proposition de loi 1. relative à la politique sectorielle de développement durable, 2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du développement durable“, 3. portant abrogation de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social (doc. parl. 5036), déposé à la Chambre des députés le 15.10.2002 par Messieurs les députés Robert Garcia et Camille Gira.

Cette proposition vise, dans son chapitre V, à remplacer le Conseil économique et social par un Conseil supérieur du développement durable. Aussi la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a-t-elle limité son examen au chapitre V de la proposition de loi précitée.

La Commission constate que la nouvelle institution, proposée sous le nom de „Conseil supérieur du développement durable“, ne doit devenir compétente quant à ses missions, que pour une partie des missions actuellement assignées au Conseil économique et social, alors que les missions essentielles du CES, notamment celle du dialogue social, restent à la traîne.

La proposition de loi précitée prévoit par ailleurs une composition différente du Conseil supérieur du développement durable par rapport à la composition actuelle du CES.

Enfin, la proposition de loi reste muette sur le personnel à engager ou à reprendre par le nouveau Conseil supérieur du développement durable.

Dans son avis du 2 mars 2004 le Conseil d'Etat, renvoyant à la prise de position du Gouvernement du 8 mai 2003, constate que „la suppression du Conseil économique et social est inopportune dans la mesure où les missions de cet organe diffèrent sensiblement de celles du Conseil supérieur pour le développement durable“. La majorité des membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle s'est ralliée à cette conclusion.

\*

## II. OBJECTIFS DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous avis ne vise, d'après l'exposé des motifs, „ni une réforme fondamentale, ni une réorientation du rôle et des compétences du Conseil économique et social“.

Les objectifs du projet sont, en résumé, de trois ordres:

1. Les missions du Conseil économique et social sont précisées et complétées en y incluant le dialogue social et en inscrivant dans la loi le rôle de coordination et de concertation du CES au niveau régional et européen.
2. La composition du Conseil économique et social, qui repose sur une représentation paritaire des partenaires sociaux et de représentants désignés par le Gouvernement, est corrigée en tenant compte de l'évolution socio-économique des dernières années.

Le nombre des membres est porté de 35 à 39 au bénéfice des représentants des partenaires sociaux.

3. Le statut du personnel du Conseil économique et social régi actuellement par la législation des employés de l'Etat est modifié en réservant dorénavant aux agents du CES le statut des fonctionnaires publics, statut qui, d'après les auteurs du projet, est plus approprié pour les agents du CES au regard de la nature des missions du CES qui est „un organe consultatif du Gouvernement“.

\*

## III. EXAMEN DES ARTICLES

### *Intitulé*

Dans l'intitulé du projet il n'est fait référence qu'à la seule modification de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution du Conseil économique et social. Le projet de loi modifie en outre la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Pour tenir compte de cette dernière modification, l'intitulé du projet est à rédiger comme suit:

„Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social et portant modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat“.

### *Article I. 1°*

Le point 1° a pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 21 mars 1966 sur le Conseil économique et social dans le but, d'une part, „de renforcer la structure du texte et de faciliter la lecture“ et, d'autre part, „pour ajuster les missions du Conseil économique et social“.

Le texte proposé par le Gouvernement trouve l'approbation des chambres professionnelles. Quant au Conseil d'Etat, il propose pour le troisième alinéa du paragraphe (1) le libellé suivant pour la fin de la phrase:

„... et des données et documents publiés par la Banque Centrale du Luxembourg ainsi que pour les institutions supranationales et internationales“, modification qui trouve l'approbation de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.

Le Conseil d'Etat se demande s'il est indispensable de maintenir le quatrième alinéa du même paragraphe (1), alors que l'alinéa suivant du même paragraphe suffirait pour „couvrir toutes les hypothèses des missions y visées“. Le Conseil d'Etat relève également que le texte pourrait erronément être interprété comme prévoyant une obligation pour le Gouvernement de saisir le Conseil économique et social dans le cadre de la procédure législative, alors qu'en réalité sa saisine n'est pas un préliminaire nécessaire à l'adoption d'un texte de loi ou règlement.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle n'entend pas suivre le Conseil d'Etat dans sa suggestion, alors que l'alinéa visé ne fait que reprendre textuellement l'alinéa 1er du point 3 des dispositions actuellement en vigueur. Concernant la matière visée dans l'alinéa critiqué par le Conseil d'Etat les compétences du Conseil économique et social n'ont pas été modifiées.

#### *Article I. 2°*

L'article 4 détermine la composition du Conseil économique et social. Le nombre des membres est relevé de 35 à 39 membres répartis comme suit (entre parenthèses la répartition sur la base des dispositions actuellement en vigueur):

Groupe patronal	
– Entreprises	13 (10)
– Professions libérales	2 ( 1)
– Agriculture et Viticulture	3 ( 3)
Groupe salarial	
– Salariés du secteur privé	14 (10)
– Fonctionnaires ou employés publics	4 ( 3)
– Agents du secteur des transports	- ( 1)
Troisième Groupe	
– Représentants directement nommés par le Gouvernement	3 ( 3)
– Membres cooptés	- ( 4)

La Chambre des fonctionnaires et employés publics et le Conseil d'Etat proposent de supprimer le dernier alinéa de l'article 4 qui fait double emploi avec les deux premiers tirets de l'alinéa 1er qui prévoient que la nomination des représentants patronaux et salariaux se fait sur proposition des organisations professionnelles les plus représentatives. La Commission se rallie à cette proposition de supprimer l'alinéa 4.

Le Conseil d'Etat propose par ailleurs de maintenir in fine dans le texte de ces tirets l'ancien libellé, à savoir, „sur proposition des organisations professionnelles les plus représentatives“, texte par ailleurs repris dans l'avis du Conseil économique et social du 21 décembre 2000.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle reprend cette proposition.

#### *Article I. 3°*

Aux termes de l'article 5 actuellement en vigueur la perte de la qualité professionnelle en vertu de laquelle une personne est nommée membre du Conseil économique et social entraîne d'office la perte de son mandat.

Le texte nouveau prévoit que la révocation d'un membre du CES se fait par le Gouvernement en Conseil sur proposition de l'organisation mandante.

Cette modification ne donne pas lieu à des observations dans les avis des chambres professionnelles et du Conseil d'Etat.

La Commission marque son accord avec le texte proposé.

#### *Article I. 4°*

Le point 4° a pour objet de modifier l'alinéa 4 de l'article 5 et de le remplacer par deux alinéas nouveaux qui règlent la situation des indemnités et frais de voyage à allouer aux membres qui participent aux réunions du CES ou aux conseils supranationaux.

Le Conseil d'Etat propose, en dehors du remplacement du terme „ou“ par „et“, de prévoir que les indemnités soient fixées par règlement grand-ducal et non par le Gouvernement en conseil.

La Commission se rallie aux propositions de texte du Conseil d'Etat.

#### *Article I. 5°*

A l'article 7 la possibilité d'un renouvellement du mandat de président ou de vice-président après l'achèvement de la période de deux ans est supprimée avec l'omission des termes „sauf renouvellement“. Toutefois, le président ou le vice-président reste membre du CES, la durée du mandat de membre étant fixée à 4 ans.

Cette disposition trouve l'accord de la Commission.

#### *Article I. 6°*

L'article 8 nouveau abandonne pour les agents du CES le statut de l'employé privé prévu dans la loi de 1966. Après près de 40 ans depuis la création du CES les agents reçoivent le statut de fonctionnaire.

Le CES devient ainsi une administration publique placée sous la direction du Secrétaire général.

Le Conseil d'Etat, qui marque son accord avec le changement de statut du personnel du CES, suggère d'insérer au paragraphe (2) de l'article 8 nouveau une première phrase nouvelle de la teneur suivante:

„Les agents du Secrétariat général du Conseil économique et social ont la qualité de fonctionnaire, employé ou ouvrier de l'Etat“.

Quant au paragraphe (3) le Conseil d'Etat propose de le supprimer, la prestation de serment étant prévue à l'article 3 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, loi qui s'applique à tous les fonctionnaires.

La Commission accepte ces modifications; elle constate cependant que le CES n'a pas de secrétariat général, mais un secrétariat.

#### *Article I. 7°*

La détermination des fonctions du Secrétaire général par le nouvel article 8 rend superfétatoire l'alinéa 3 de l'article 9 qui peut donc être supprimé.

#### *Article I. 8°*

A l'article 10 la condition de la nationalité des agents du CES est adaptée à la terminologie nouvelle se dégageant de la fonctionnarisation des agents.

#### *Article I. 9°*

A l'endroit du point 9° du projet sous avis les auteurs du projet proposent d'insérer dans la loi de 1966 sur le Conseil économique et social un article 12 nouveau ayant pour objet de régler transitoirement la situation du Secrétaire général actuellement en fonction et de plusieurs employés, qui peuvent obtenir une nomination dans la carrière supérieure des fonctionnaires de l'Etat.

Pour la disposition figurant au paragraphe (1) le Conseil d'Etat rappelle à juste titre qu'aux termes de l'article 35 de la Constitution, le Grand-Duc nomme aux emplois civils et militaires, conformément à la loi, et sauf les exceptions établies par elle.

Le texte proposé limite le choix du chef d'Etat à une seule personne.

Le Conseil d'Etat, au lieu de proposer un texte permettant la nomination du Secrétaire général tout en préservant le libre choix du Grand-Duc, se limite dans ses propositions nouvelles à ne prévoir que le cas où le Secrétaire général actuel du CES ne serait pas nommé à la fonction nouvelle de Secrétaire général créée par la présente loi.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ne peut pas suivre le Conseil d'Etat dans ses propositions. Aussi propose-t-elle de maintenir le texte initial tout en remplaçant les termes „est nommé“ par ceux de „peut être nommé“, formule qui laisse intact le choix du chef de l'Etat. Dans son avis complémentaire du 27 avril 2004, le Conseil d'Etat s'est déclaré d'accord avec cet amendement.

Aux paragraphes (2) et (3) il est proposé d'ajouter une virgule après les mots „fixées par règlement grand-ducal“.

Pour le surplus la Commission suit le Conseil d'Etat qui propose d'inscrire les dispositions transitoires dans un article III nouveau au lieu de les prévoir dans un article 12 nouveau à insérer dans la loi organique.

*Articles II et III (articles II et IV selon la Commission)*

Ces articles n'appellent pas d'observations.

\*

Compte tenu des observations et propositions ci-avant développées, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, en sa majorité, recommande à la Chambre des Députés de voter le projet de loi sous rubrique dans la forme qui suit:

\*

## TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DES INSTITUTIONS ET DE LA REVISION CONSTITUTIONNELLE

### PROJET DE LOI

**modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution  
d'un Conseil économique et social et portant modification de la  
loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des  
fonctionnaires de l'Etat**

**Art. I.**– La loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social est modifiée comme suit:

1° L'article 2 prend la teneur suivante:

„**Art. 2.**– (1) Le conseil est un organe consultatif qui étudie à la demande du Gouvernement ou de sa propre initiative les problèmes économiques, sociaux et financiers intéressant plusieurs secteurs économiques ou l'ensemble de l'économie nationale.

Le conseil établit chaque année, au cours du premier trimestre, un avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays.

Cet avis tient compte des données et documents rendus disponibles notamment par le Service central de la Statistique et des Etudes économiques, l'Inspection du Travail et des Mines, l'Administration de l'Emploi, l'Inspection générale de la Sécurité sociale et les organismes qu'elle contrôle, la Société nationale de Crédit et d'Investissement et les commissions instituées par les lois-cadres ainsi que par les autres administrations techniques de l'Etat, et des données et documents publiés par la Banque Centrale du Luxembourg ainsi que par les institutions supranationales et internationales.

Sauf en cas d'urgence, le Gouvernement demande l'avis du conseil sur les mesures de portée générale qu'il est envisagé de prendre par la voie législative ou réglementaire dans les domaines intéressant plusieurs secteurs économiques ou groupes professionnels ou bien l'ensemble de l'économie nationale.

L'avis du conseil peut être demandé par le Gouvernement sur toutes les affaires d'intérêt général et toutes les questions au sujet desquelles les chambres professionnelles ont présenté des avis fondamentalement divergents. Dans ce cas, le conseil émet, en principe, un avis unique et coordonné.

L'avis du conseil peut également être demandé par le Gouvernement sur des questions spécifiques.

Le conseil peut également étudier de sa propre initiative des problèmes économiques, sociaux et financiers d'ordre général ou spécifique dont l'examen lui paraît s'imposer.

(2) Le conseil organise l'accompagnement du dialogue social national.

(3) Le Gouvernement communique au conseil les avis arrêtés par le comité de coordination tripartite. Le conseil élabore un avis afférent au cas où le Gouvernement le demande expressément.

(4) Dans le cadre de la coordination des politiques économiques des Etats membres de l'Union européenne, le conseil accompagne par ses avis les différents stades de l'élaboration, par le Conseil de l'Union européenne, des grandes orientations de politiques économiques.

(5) Le conseil a pour mission de conseiller le Gouvernement en matière de politique supranationale dans les domaines économiques, sociaux et financiers.

(6) Le conseil accompagne sur le plan national le dialogue social européen structuré.

(7) Une concertation entre le conseil et les délégations luxembourgeoises du Comité économique et social de la Grande Région transfrontalière, du Conseil consultatif économique et social de l'Union économique Benelux et du Comité économique et social européen est instituée au sein du conseil.

(8) Dans le cas où le conseil agit à la demande du Gouvernement ou sur saisine propre, les avis sont émis dans des délais fixés d'avance."

2° L'article 4 est libellé comme suit:

**„Art. 4.–** Le conseil se compose de trente-neuf membres effectifs et d'autant de suppléants répartis en trois groupes, à savoir:

- 18 représentants patronaux nommés par le Gouvernement en Conseil sur proposition des organisations professionnelles les plus représentatives;
- 18 représentants salariaux nommés par le Gouvernement en Conseil sur proposition des organisations professionnelles les plus représentatives;
- 3 représentants nommés directement par le Gouvernement en Conseil jouissant d'une compétence reconnue en matière économique, sociale et financière.

La répartition des mandats à l'intérieur respectivement des groupes patronal et salarial se fait par règlement grand-ducal, sur avis du conseil. Cette répartition des mandats peut être reconsidérée à l'occasion du renouvellement intégral du conseil."

3° L'article 5, alinéa 2 est remplacé par le texte suivant:

L'organisation mandante peut proposer au Gouvernement la révocation d'un membre dès lors qu'il ne fait plus partie de cette organisation. Il est pourvu à son remplacement par le Gouvernement en Conseil sur proposition de l'organisation concernée.

4° L'article 5, alinéa 4 est remplacé par le texte suivant:

Les membres et les suppléants du conseil et des délégations luxembourgeoises du Comité économique et social de la Grande Région transfrontalière, du Conseil consultatif économique et social de l'Union économique Benelux et les experts consultés touchent une indemnité à fixer par règlement grand-ducal. Leurs frais de voyage et de séjour sont fixés par règlement grand-ducal.

Les membres de la délégation luxembourgeoise du Comité économique et social européen touchent une indemnité à fixer par règlement grand-ducal pour la concertation instituée au sein du conseil en application de l'article 2, paragraphe (7). Leurs frais de voyage et de séjour sont fixés par règlement grand-ducal.

5° L'article 7 prend la teneur suivante:

**„Art. 7.–** Un président et deux vice-présidents sont nommés par le Grand-Duc sur proposition du Conseil pour la durée de deux ans.

Ils sont désignés par le Conseil suivant le principe de la rotation entre les trois groupes composant le conseil."

6° L'article 8 est remplacé par la disposition suivante:

**„Art. 8.–** (1) Le conseil dispose d'un secrétariat dirigé par le Secrétaire général.

Le Secrétaire général assure l'encadrement des organes du conseil, l'administration et la gestion courante, conformément aux directives du conseil. La fonction de Secrétaire général est classée au grade 17.

Le Secrétaire général assume également le secrétariat des délégations luxembourgeoises du Comité économique et social de la Grande Région transfrontalière, du Conseil consultatif économique et social de l'Union économique Benelux et du Comité économique et social européen.

(2) Les agents du secrétariat du Conseil économique et social ont la qualité de fonctionnaire, employé ou ouvrier de l'Etat. Le cadre du personnel du secrétariat du Conseil économique et social comprend, en dehors de la fonction de Secrétaire général, les fonctions et emplois suivants:

a) Dans la carrière supérieure – carrière supérieure de l'attaché:

- des conseillers de direction première classe
- des conseillers de direction
- des conseillers de direction adjoints
- des attachés de direction premiers en rang
- des attachés de direction

b) Dans la carrière moyenne – carrière moyenne du rédacteur:

- des inspecteurs principaux premiers en rang
- des inspecteurs principaux
- des inspecteurs
- des chefs de bureau
- des chefs de bureau adjoints
- des rédacteurs principaux
- des rédacteurs.

Les nominations sont faites par le Grand-Duc, sur proposition du conseil.

Ce cadre peut être complété par des stagiaires, des employés et des ouvriers selon les besoins du service et dans les limites des crédits budgétaires.“

7° L'article 9, alinéa 3 est supprimé.

8° L'article 10 est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 10.**– Les membres effectifs et suppléants ainsi que le Secrétaire général et le personnel du Secrétariat doivent être de nationalité luxembourgeoise.“

**Art. II.**– La loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat est modifiée et complétée comme suit:

(1) A l'annexe A – Classification des fonctions –, rubrique I – Administration générale, est ajoutée la mention suivante:

- au grade 17 est ajoutée la mention „Secrétaire général du Conseil économique et social“.

(2) A l'annexe D – Détermination –, rubrique I – Administration générale, est ajoutée la mention suivante:

- dans la carrière supérieure de l'administration, grade de computation de la bonification d'ancienneté 12, au grade 17, est ajoutée la mention: „Secrétaire général du Conseil économique et social.“

(3) A l'article 22, IV, 9° est ajoutée la mention Secrétaire général du Conseil économique et social.

(4) A l'article 22, VIII, b), est ajoutée la mention Secrétaire général du Conseil économique et social.

**Art. III.**– (1) Le Secrétaire général actuel du conseil, engagé en qualité d'employé de l'Etat et classé au grade 16, peut être nommé à la nouvelle fonction de secrétaire général créée par la présente loi. Dans ce cas le nouveau traitement est fixé en application de l'article 5 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements du fonctionnaire de l'Etat.

(2) L'employé de l'Etat, titulaire d'une maîtrise en sciences économiques, filière économie de l'entreprise, en service au Conseil économique et social depuis le 15 novembre 2000 peut, après avoir réussi à un examen spécial dont les conditions et modalités sont fixées par règlement grand-ducal obtenir une nomination à la fonction d'attaché de direction au Conseil économique et social avec dispense de l'examen d'admission au stage, du stage et de l'examen de fin de stage. Sa carrière est reconstituée par la prise en considération du grade 12 figurant à la rubrique I „Administration générale“ de l'annexe C „Tableaux indiciaires“ de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. En vue de l'application des dispositions de la loi du 28 mars 1986 portant harmoni-



sation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat, sa première nomination dans la carrière de l'attaché de direction est censée être intervenue au 15 novembre 2002.

(3) L'employé de l'Etat, titulaire du certificat des cours complémentaires en droit luxembourgeois, en service au Conseil économique et social depuis le 1er janvier 2001 peut, après avoir réussi à un examen spécial dont les conditions et modalités sont fixées par règlement grand-ducal obtenir une nomination à la fonction d'attaché de direction au Conseil économique et social avec dispense de l'examen d'admission au stage, du stage et de l'examen de fin de stage. Sa carrière est reconstituée par la prise en considération du grade 12 figurant à la rubrique I „Administration générale“ de l'annexe C „Tableaux indiciaires“ de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. En vue de l'application des dispositions de la loi du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat, sa première nomination dans la carrière de l'attaché de direction est censée être intervenue au 1er janvier 2003.

**Art. IV.**– Les modifications apportées par la présente loi aux articles 4 et 7 de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution du Conseil économique et social ne prennent effet, pour la première fois, qu'au moment du renouvellement intégral du conseil en 2004.

Luxembourg, le 4 mai 2004

*Le Président-Rapporteur,*  
Paul-Henri MEYERS